

Droitisation, mode d'emploi

par **Serge Halimi**, juin 2015, *Le Monde Diplomatique*

Cortèges protestataires, participation aux élections, exercice du pouvoir. Ces trois types d'action politique comportent une caractéristique commune : les catégories populaires s'en éloignent ou en sont écartées. Lorsque, le 11 janvier dernier, des millions de Français ont manifesté leur solidarité avec les victimes des attentats de Paris, la mobilisation des classes moyennes a contrasté une fois de plus avec celle, relativement plus modeste, du monde ouvrier et de la jeunesse des quartiers défavorisés. Depuis des années, la « rue » s'embourgeoise. Les urnes aussi. A chaque élection ou presque, le taux de participation régresse conjointement avec le niveau de revenu. Et la « représentation nationale » n'est guère mieux lotie, puisque son visage se confond avec celui des classes supérieures. La politique, un sport d'élite ?

On l'observe déjà dans le cas de la gauche européenne. Créé au début du XXe siècle par les syndicats, le Parti travailliste britannique avait pour vocation de représenter l'électorat ouvrier. En 1966, 69 % des travailleurs manuels lui accordaient leur vote ; cette part est passée à 45 % en 1987, puis à 37 % lors du scrutin du 7 mai dernier. Le blairisme estima qu'il fallait donner la priorité aux classes moyennes. Mission accomplie : c'est avec l'électorat le plus bourgeois de leur histoire que les travaillistes viennent d'essayer un revers électoral retentissant..

« La désaffection grandissante des milieux populaires pour les partis de gauche, observable dans toutes les démocraties occidentales électives, relève le politiste Patrick Lehingue, n'est sans doute pas sans rapport avec la raréfaction des élus qui, issus des milieux défavorisés, en avaient éprouvé les conditions d'existence. » Jugeons-en plutôt : en 1945, un quart des députés français étaient ouvriers ou employés avant leur élection ; il n'en reste que 2,1 % dans ce cas aujourd'hui. En 1983, soixante-dix-huit maires de communes de plus de trente mille habitants provenaient encore de ces deux catégories sociales (majoritaires dans la population) ; trente ans plus tard, ils n'étaient plus que six (1).

Représentatif, le système ? Plus de la moitié des Américains jugent que l'Etat devrait redistribuer la richesse en imposant fortement les nantis. Lesquels — c'est humain — ne sont que 17 % à partager un tel souhait (2). Le fonctionnement des démocraties occidentales garantit cependant que leur avis l'emportera là encore, sans débat réel. Une classe consciente de ses intérêts se montre d'autant plus sereine que des sujets de diversion montés en épingle par les médias qu'elle détient continuent d'ensorceler le débat public. Et d'opposer les catégories populaires entre elles.

Quand ce système est bien rodé, il ne reste plus qu'à convoquer des experts très savants dont la mission est de nous rappeler que l'apathie des uns comme la colère des autres s'expliquent par la « droitisation » de nos sociétés...

Serge Halimi

(1) Patrick Lehingue, « Les classes populaires et la démocratie représentative en France », *Savoir/Agir*, n° 31, Bellecombe-en-Bauges, mars 2015.

(2) Cf. Noam Scheiber, « [2016 hopefuls and wealthy are aligned on inequality](#) », *The New York Times*, 30 mars 2015.